

N° DP 25/659

DECISION DU PRESIDENT

SUBVENTION AU COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT UNIVERSITAIRE 2025

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche du 3 juin 2025, pour une subvention de fonctionnement de 750 €,

VU la convention annuelle d'objectifs ci-jointe,

CONSIDERANT la demande de subvention du Comité Départemental du Sport Universitaire pour l'organisation d'un challenge des sports collectifs réunissant plusieurs disciplines à Toulon,

CONSIDERANT que le Comité Départemental du Sport Universitaire (CDSU) du Var regroupe les associations sportives universitaires et Post Bac du Var. Il a pour objet de promouvoir et dynamiser les compétitions ou manifestations sportives universitaires, sous l'égide de la Fédération Nationale du Sport Universitaire, dont le siège régional est implanté à Nice,

CONSIDERANT que l'évènement Beach Challenge les 4 ballons est ouvert à tous les étudiants varois, venant de l'Université de Toulon, ISEN, KEDGE BS, BTS Bonaparte, Dumont D'Urville, ainsi que les étudiants de Draguignan et Saint Raphaël,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 750 € au Comité Départemental de Sport Universitaire.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe et **DE SIGNER** cette convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits sur le Budget Principal 2025, opération 1129, article 65748.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

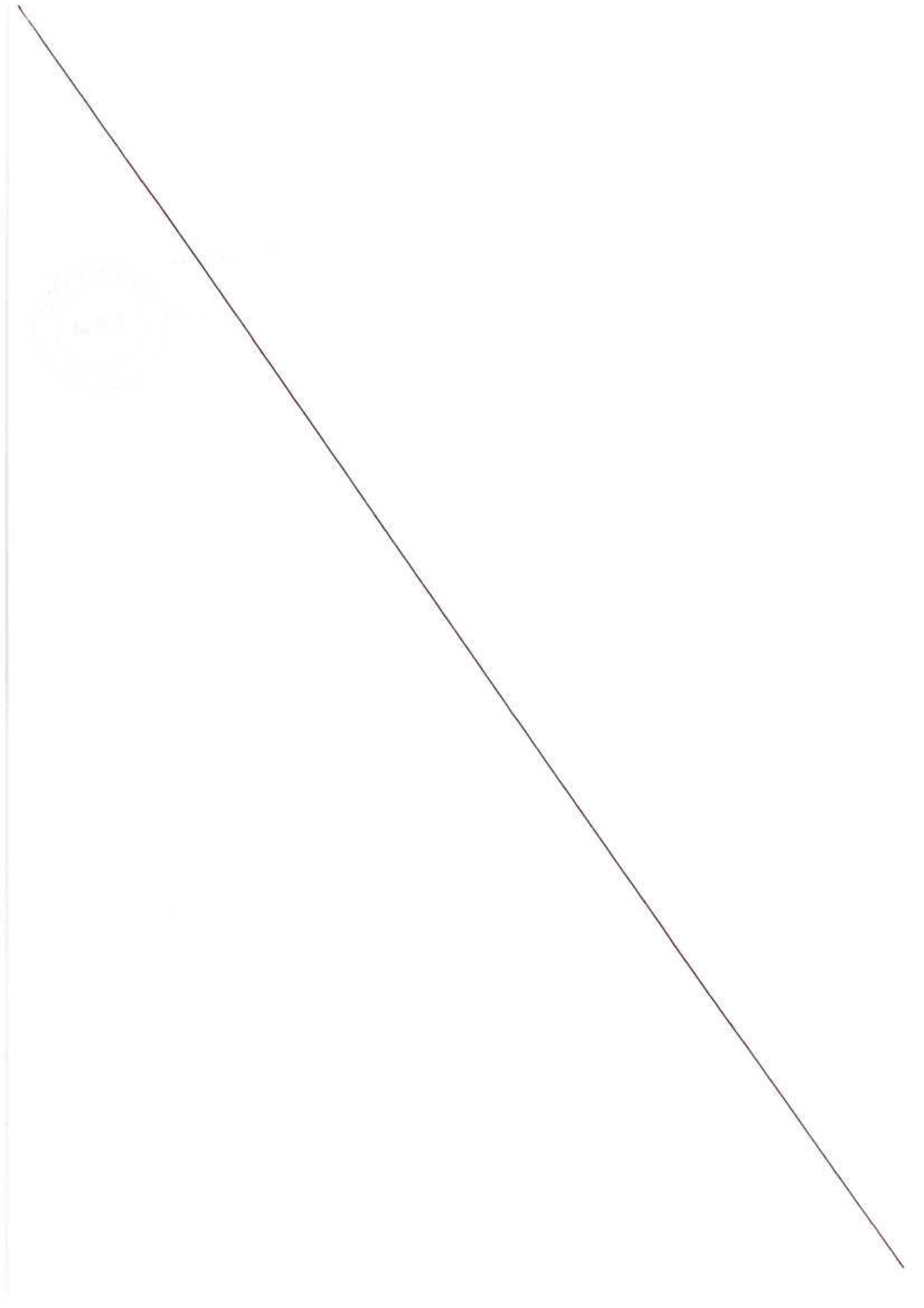
Fait à Toulon, le

12 JUIN 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Convention annuelle d'objectifs
entre
le Comité départemental du Sport Universitaire
et
la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Année 2025

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par Décision du Président

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- Le Comité Départemental du Sport Universitaire, ayant son siège Bâtiment Etendard – 305 Impasse Pierre Flory – 83 160 LA VALETTE DU VAR, représentée par son Président en exercice, Monsieur Michel LANGEVIN, habilitée à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

Ci-Après désigné « Le Comité Département du Sport Universitaire »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Comité Départemental du Sport Universitaire du Var regroupe les associations sportives universitaires et Post Bac du Var. Il a pour objet de promouvoir et dynamiser les compétitions ou manifestations sportives universitaires, sous l'égide de la Fédération Nationale du Sport Universitaire, dont le siège régional est implanté à Nice.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que le Comité Départemental du Sport Universitaire s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de un an.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT UNIVERSITAIRE

Le Comité Départemental du Sport Universitaire s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. Le Comité Départemental du Sport Universitaire informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, le Comité Départemental du Sport Universitaire à hauteur de 750 € (sept cent cinquante euros) conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal - Imputation budgétaire 65748-23.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte 34,86 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de sept cent cinquante euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 375 € (trois cent soixante quinze euros), à la notification de la convention,
- Le solde, soit 375 € (trois cent soixante quinze euros) après la remise des pièces justificatives suivantes :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
- ✓ Un rapport annuel d'activités,
- ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président du Comité Départemental du Sport Universitaire ou par un expert-comptable, bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par le Comité Départemental du Sport Universitaire lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DU COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT UNIVERSITAIRE

Le Comité Départemental du Sport Universitaire adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

Le Comité Départemental du Sport Universitaire valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

Le Comité Départemental du Sport Universitaire doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, le Comité Départemental du Sport Universitaire s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base du critère : organisation du challenge des sports collectifs Les 4 Ballons sur le territoire de la Métropole.

Le déroulement de cet évènement devra être détaillé sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera le Comité Départemental du Sport Universitaire par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité le Comité Départemental du Sport Universitaire à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants du Comité Départemental du Sport Universitaire à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par le Comité Départemental du Sport Universitaire est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de un an. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas de demande de renouvellement, le Comité Départemental du Sport Universitaire procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le Comité Départemental du Sport Universitaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

Pour le Comité Départemental du Sport Universitaire

Le Président
Monsieur Michel LANGEVIN

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président
Monsieur Jean-Pierre GIRAN

PROJET D'ACTIVITE DU COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT UNIVERSITAIRE du VAR

Saison 2024-2025

Redémarrage du CDSU 83

L'activité du Comité Départemental du Sport Universitaire 83 reprendre pour la saison 2024-25 après une mise en sommeil de 3 ans. La reprise d'activité nécessite la refonte des statuts, de créer un nouveau bureau directeur et conseil d'administration. Les démarches juridiques mais aussi bancaires sont indispensables pour un redémarrage effectif qui va prendre plusieurs mois.

Le CDSU 83 va devoir mutualiser avec la Ligue Sud du Sport Universitaire les moyens humains (3 directeurs dont 2 sur Aix-Marseille et 1 sur Nice, professeurs d'éducation physique et sportive détachés par le Ministère de l'Éducation Nationale de la Jeunesse et des Sports auprès de la Fédération Française du Sport Universitaire et affectés à la Ligue Sud du Sport Universitaire, 4 collaborateurs-trices dont 3 sur le site d'Aix-Marseille et 1 sur Nice), *8 services civiques (dont 6 sur le site d'Aix-Marseille), 2 alternantes (dont 1 sur le site d'Aix-Marseille)* sont mutualisés avec le Comité Départemental du Sport Universitaire du Var. Il en va de même de la mutualisation des moyens matériels de la Ligue Sud et du CD Sport U du Var.

Afin de clarifier ce mode de fonctionnement, il sera établi une convention entre la Ligue Sud du Sport Universitaire et le Comité Départemental du Sport Universitaire Var. Cette convention stipulera les modalités de la coopération.

Le Comité Départemental du Sport Universitaire du Var s'adresse à une population spécifique : **les étudiants de l'ESR(Enseignement Supérieur et de la Recherche) du VAR.**

Par l'organisation et de la promotion des activités sportives pour les étudiants, son projet sportif touche donc à la formation du citoyen et au bien-être de l'étudiant (relations humaines, santé, citoyenneté). Le CDSU 83 participe au développement de la pratique sportive étudiante en collaboration avec les différents acteurs du sport dans l'ESR 83 : les Associations Sportives Etudiantes de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Varois, le SUAPS et l'UFR STAPS de l'UTLN, les Associations Grandes Écoles avec lesquels il collabore de façon étroite.

Le CDSU 83 renforce ses relations avec le CROUS afin de permettre aux étudiants isolés et les étudiants logeant en résidence universitaire de pouvoir accéder à une pratique sportive régulière en relation avec nos autres partenaires institutionnels.



Le CDSU 83 sollicite les institutions propriétaires d'installations sportives (Communes, TPM, Région, Université de Toulon) pour conventionner le prêt d'installations sportives à mettre à disposition des activités sportives étudiantes.

Le CDSU 83 collabore avec les différents Comités sportifs du Var pour l'organisation de journées de promotions ou de championnats départementaux à organiser.

Le fonctionnement de la pratique sportive pour le plus grand nombre se passe au plus près des campus. Les besoins liés à la pratique sportive qu'ils soient financiers, logistiques ou organisationnels peuvent être des freins au développement des associations, le Comité et la Ligue par leurs actions cherchent à faciliter la participation du plus grand nombre.

Encourager et faciliter la pratique sportive étudiante, c'est :

- Proposer une licence à un tarif abordable. La saison 2024-2025 applique le modèle économique de la tarification individuelle du coût de la licence. Les politiques des établissements affectataires de la CVEC permettent aux étudiants de bénéficier de tarifs très bas voire d'une gratuité de la licence.
- Prendre en charge 100 % des coûts d'organisation et de location dans toutes les journées de promotion du Sport pour l'année 2024-2025.
- Proposer une aide (logistique, matérielle et financière) aux projets majeurs organisés par les étudiants.

Travailler en synergie avec l'ensemble des acteurs du sport, c'est :

- Composer un CA intégrant les responsables des différentes associations sportives du Var
- Participer aux instances de la vie étudiante de l'ESR 83 et plus particulièrement les groupes de travail sur le Sport développés par les différents établissements varois.
- Participer à la Commission Haut Niveau de l'Université de Toulon
- Participer aux réunions de la Mission Handicap de l'Université de Toulon
- Participer au Conseil des Sports des établissements de l'ESR 83
- Être un interlocuteur privilégié avec le Sport Scolaire (USEP, UNSS) afin de poursuivre le continuum des différentes thématiques d'actualité (Santé, lutte contre les violences, etc)
- Être un membre effectif du Comité Départemental Olympique du Sport du Var (CDOS 83)

ORGANISATION DE LA PRATIQUE SPORTIVE pour 2024-25

Le projet pour 2024-2025 se décline de la façon suivante :

1. Encourager la pratique du plus grand nombre :



- Informer la communauté étudiante sur le redémarrage de compétitions de proximité pour le plus grand nombre afin de préparer la saison 2025-2026
- Organiser des événements de promotion en Avril/Mai pour mobiliser des étudiants n'ayant pas de pratique régulière et les informer sur la saison suivante.
- Organisation des championnats de sports collectifs masculin, féminin et mixte (Rugby à 7, Foot-ball à 8 plus de dans 10 sports collectifs (football – football à 8 – beachvolley 2x2,3x3,4x4 – handball à 4– basket 3x3 - futsal) avec des règlements aménagés. Le Comité collabore avec les associations sportives, le SUAPS, les Services des Sports des municipalités de la Métropole TPM, afin de permettre un bon déroulement de ces rencontres sur les installations sportives appropriées ; il collabore avec les Comités et les Ligues afin de désigner les arbitres de ces rencontres.
- Mise en place des challenges promotionnels à règlement aménagé, pour permettre la participation maximale d'étudiants de tous niveaux en Sports individuels (Challenges badminton, Padel Tennis, Beach-Tennis, Trail, Pétanque) selon.
- Réponse à la demande des étudiants en quête de nouvelles pratiques sportives : football américain, base-ball, laser-run, et autres activités moins « traditionnelles »

2. Développer la formation et l'Eco-Citoyenneté

- En partenariat avec les établissements de l'ESR 83, le CDSU 83 proposera à de nombreux étudiants de participer en tant que bénévoles aux différentes compétitions organisées.
- Le CDSU 83 intégrera dans l'organisation de ses différentes actions le thème du Développement Durable et Eco-responsable, en mettant l'accent sur les transports en commun, la limitation des déchets, l'économie des ressources énergétiques et l'adhésion de tous les participants à notre charte Eco-Citoyenne.
- Le CDSU 83 en collaboration avec la Ligue Sud du Sport Universitaire favorisera l'accueil de stagiaires en Management du Sport dans leur structure sur des stages annuels.

3. Programme des événements pour 2024/2025 :

- Tournoi de Sports collectifs de plage au Mourillon (24 Avril, 15 ou 22 Mai 2025)
- Tournoi sports de raquettes (Tennis et Padel Tennis, 24 Avril, 15 ou 22 Mai 2025)



PROMOTION DE LA PRATIQUE SPORTIVE pour 2025-26

1. Tournoi de Rentrée (en liaison avec les JETS)

Le CDSU 83 proposera un tournoi de rentrée en sports collectifs LE Samedi de la semaine du Temps fort de rentrée de l'Université. (Sports co au Vallon du Soleil)

2. Développer un évènement par mois le Samedi AM :

3. Tournoi de proximité en sports co et en sports individuel



BUDGET PRÉVISIONNEL CDSU

DÉPENSES		MONTANTS	RECETTES	MONTANTS
1-Le Challenge des sports-co de plage : 120 participants				
Matériel Beach Volley (5 ballons)		149.95 €	Subvention Conseil départemental	1500
Matériel Beach Handball (7 ballons)		188.93 €	Ressources propres CDSU	534.24
Matériel Beach Rugby (7 ballons)		251.93 €	LigueSud	500
Matériel Baskets (7 ballons)		209.93 €	TPM	750
Récompenses		205.50 €	CROUS ?	
Arbitres		1,428.00 €		
Premier secours		350.00 €		
Réception (boissons etc...)		500.00 €		
Installations sportives (MAD Mairie de Toulon)		0.00 €		
TOTAL 1		3,284.24 €		3284.24
2-Le Challenge des sports raquettes : 180 participants (2 journées)				
Matériel de raquette de tennis + balles		1,064.89 €	Subvention Conseil départemental	1500
Matériel de raquette de tennis + balles (Padel)		834.85 €	Ressources propres CDSU	245.24
Récompenses		205.50 €	LigueSud	250
Arbitres		140.00 €	TPM	750
Réception (boissons etc...)		500.00 €	CROUS ?	
Installations sportives (MAD Clubs municipaux La Garde, Bandol)		0.00 €		
TOTAL 2		2,745.24 €		2745.24
3-Les rencontres sportives de la rentrée universitaire				
Arbitres		1,568.00 €	Subvention Conseil départemental	500
Réception (boissons etc...)			Ressources propres CDSU	318
Installations sportives (MAD TPM Vallon du soleil)		0.00 €	LigueSud	250
TOTAL 3		1,568.00 €	TPM	500
			CROUS ?	
TOTAL 1+2+3		7,597.48 €		1568
4-Championnat (rugby 7, foot 8, beach volley, de hand à 4, tennis)				
Matériel		2,635.49 €	Subvention Conseil départemental	2500
Récompenses		205.50 €	Ressources propres CDSU	518.99
Arbitres		1,428.00 €	LigueSud	500
Réception (boissons etc...)		500.00 €	CROUS	500
Installations sportives (MAD par Conventions UTIN et Collectivités)		0.00 €	TPM	750
TOTAL 4		4,768.99 €		4768.99

W. Longene



COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT UNIVERSITAIRE DU
VAR
CDSU 83

STATUTS

TITRE 1 BUT ET COMPOSITION.

TITRE 2 ASSEMBLEE GENERALE.

TITRE 3 ADMINISTRATION.

TITRE 4 DOTATION ET RESSOURCES ANNUELLES.

TITRE 5 DISSOLUTION.

ANNEXE COMPOSITION ACTUELLE DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

STATUTS

TITRE 1 : BUT ET COMPOSITION.

Article 1. But et siège

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée:
Comité Départemental du Sport Universitaire du VAR.

Celui-ci a pour objet:

" regrouper les associations sportives universitaires et Post Bac du VAR pour promouvoir et dynamiser, sur le plan départemental, les compétitions ou manifestations sportives universitaires", sous l'égide de la Fédération Nationale du Sport Universitaire, dont le siège régional est implanté à Nice.

Le Comité a son siège social à:

Bâtiment Etandard

305 Impasse Pierre Flory, 83160 La Valette

Il pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration.

Article 2. Composition

a) L'association se compose de :

- membres d'honneur
- membres bienfaiteurs
- membres actifs ou adhérents représentant les associations sportives universitaires.

Sont membres bienfaiteurs toute personne physique ou entreprise diverse désireuse d'apporter sa participation financière dans le but de promouvoir la pratique sportive universitaire.

Sont membres actifs les personnes physiques représentant les associations sportives ayant payé leur inscription au C.D.S. U.

b) Admission:

Pour faire partie du C.D.S.U. il faut être agréé par le bureau qui statue, lors d'une réunion, sur les demandes d'admission présentées.

c) Radiation:

La qualité de membre se perd par:

la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour non-paiement de la cotisation.

TITRE 2 : ASSEMBLEE GENERALE

Article 1. L'Assemblée Générale Ordinaire.

Elle se compose des membres adhérents à titre individuels et de ceux représentant leur association sportive. Elle se réunit au moins une fois par an.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations.

Le Président, assisté des membres du comité, préside l'assemblée et expose la situation morale de l'association.

Le Trésorier rend *compte* de sa gestion et soumet le bilan, à l'approbation de l'assemblée.

U est qmcédé. "LTP.S 1111f:CTlt.r i. 1. rrlr 111: _Flr.. ltl. "t'l'III in; Pl'hl'lt 111
scrutin secret. des membres du conseil sortants.

Article 2. L'Assemblée Générale Extraordinaire

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres, le Président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire relative aux formalités prévues au titre III.

TITRE 3 : ADMINISTRATION.

Article 1. Conseil d'Administration.

L'Association est dirigée par un conseil de 6 membres élus pour 3 années par l'Assemblée Générale. Les Membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration choisit parmi les membres au scrutin secret, un bureau composé de :

- un Président,
- un Vice-Président,
- un Secrétaire et un Secrétaire-Adjoint,
- un Trésorier.

Le Conseil étant renouvelé tous les 3 ans.

En cas de vacances, le Conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif lors de la prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Article 2. Réunion du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration se réunit une fois au moins tous les ans, sur convocation du Président, ou sur la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Tout membre du comité qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Nul ne peut faire partie du conseil s'il n'est pas majeur.

Article 3. Règlement intérieur.

Un règlement intérieur peut être établi par le Conseil d'Administration qui le fait alors approuver par l'Assemblée Générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment: ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

TITRE 4

DOTATION ET RESSOURCES ANNUELLES.

Les ressources de l'association comprennent:

- le montant des droits d'entrée et des cotisations,
- les subventions de l'Etat, des départements et des communes,
- les dons manuels éventuels.

TITRE 5

DISSOLUTION.

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'Assemblée Générale, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

A TOULON LE 17 OCTOBRE 2024
LE PRESIDENT MICHEL LANGEVIN

A TOULON LE 17 OCTOBRE 2024
LE TRESORIER ROQUE OPPENHEIM

